

CULTIVONS L'ESPOIR !



Grégory Boulord

Dans cette période difficile il ne faut pas céder à la sinistrose. Les efforts sont multiples et chacun a pris sa part pour surmonter tant bien que mal les difficultés.

Pas besoin de citer toutes les catégories d'âges pour évoquer les retentissements de cette crise sanitaire, sociale ou économique. Nous sommes tous conscients de l'impact que cela a produit.

Confinement, télétravail, protocole sanitaire, école, voyage, vaccination, dépistages, masques, conseil de défense sanitaire, perte d'emploi, fermetures des lieux de loisirs... autant de contraintes qui ont bousculé la société et son organisation.

Il y aura forcément des leçons à en tirer.

Mais... il y a aussi du positif comme la solidarité qui fonctionne et la Ville avec les Genevillois ne sont pas restés les bras croisés.

Les associations ont mis en place des initiatives (maraudes, distributions alimentaires, produits de 1^{re} nécessité) d'accompagnement et de soutien.

La ville a mis en place des dispositifs de soutien financiers et alimentaires pour les jeunes, les étudiants, les familles et les entreprises afin d'absorber moins difficilement l'impact de cette crise.

L'espoir d'un lendemain plus heureux permet de réunir les bonnes volontés et tire vers le haut les moins optimistes.

Ne laisser personne de côté est la volonté d'une ville populaire et audacieuse. Nous remercions les habitants des efforts qui sont faits.

Haut les cœurs ! Haut les âmes ! Nous sommes à vos côtés.

NE LAISSEZ PAS LES AUTRES DÉCIDER À VOTRE PLACE !



Christophe Bernier

L'année 2022 verra l'organisation de deux scrutins qui décideront de l'avenir politique de notre pays pour les cinq prochaines années (l'élection présidentielle, les 10 et 24 avril ; les élections législatives, les 12 et 19 juin).

Face à l'urgence climatique, face à la crise sanitaire et sociale, face à la montée des idées de l'extrême droite, ce scrutin prend un sens particulier tant les sujets et tant la portée des décisions à prendre nous impacteront nous et les générations à venir.

Voter est un droit acquis de haute lutte parfois récemment notamment pour les femmes (depuis 1945 en France). Y renoncer est une défaite, une défaite de la société en général, mais aussi un renoncement individuel. Ne pas voter, c'est renoncer à faire entendre sa voix et surtout c'est laisser les autres décider pour soi.

Attention aux dates : pour voter vous devez être inscrit sur les listes électorales au plus tard le vendredi 4 mars, à 16h, en mairie (pour l'élection présidentielle) et le vendredi 6 mai, à 16h, en mairie (pour les élections législatives).

groupe.socialiste@ville-genevilliers.fr

01 40 85 63 56

QUELLE VISION POUR « APRÈS » ?



Délia Toumi

Janvier a été marqué par la désorganisation de l'École. Tous ses personnels travaillent depuis des mois dans une situation très dégradée, avec des changements incessants de protocole qui n'ont fait qu'amplifier le chaos en faisant porter lourdement sur les familles la responsabilité de l'endiguement des contaminations. Cette situation a mis tristement en lumière l'état catastrophique de la médecine scolaire. Elle a rendu visible l'insécurité accrue dans laquelle les enfants sont plongés à l'école mais aussi hors l'école, alors que les difficultés de la société fragilisent les familles et les parentalités.

Quand les écoles sont ouvertes, mais les enfants dehors devant les pharmacies, il ne peut y avoir ni continuité pédagogique, ni cohérence éducative. Or nous ne voulons pas simplement que les enfants soient gardés, nous voulons qu'ils poursuivent leur scolarité et grandissent dans des conditions acceptables et compatibles avec les exigences du monde éducatif. Rafistoler l'École via les procédures, en période de campagne, fait écran avec le véritable enjeu politique : anticiper l'après, pour les élèves et les étudiants. L'État protecteur des entreprises passe par le « quoi qu'il en coûte ». Pour l'éducation, le sujet va au-delà de la question des moyens. Comme l'écart entre les riches et les pauvres s'est accentué pendant la crise, notre École championne de la reproduction sociale creusera toutes les inégalités après la crise. Il ne s'agit pas de boudier les questions quantitatives : elles ont leur importance en tant que préalables nécessaires. Mais les questions de fond du « comment éduquer » doivent aussi émerger, si l'on veut offrir une éducation de qualité à chaque enfant. Professeurs, chercheurs, familles, acteurs éducatifs divers de terrain, dont les collectivités territoriales et les associations, ont à se mobiliser pour aller plus loin, en agissant plus qu'en réagissant face aux coups de butoir sanitaire et social et d'un discours gouvernemental qui assume le déterminisme social.

COMITÉ DES USAGERS DE LA POSTE : POUR QUOI FAIRE ?



Véronique Desmettre

La Poste ne respecte toujours pas les Genevillois. Un comité des usagers a été créé et organise des actions de mobilisation comme le 11 décembre devant le bureau de poste du Luth et le 29 janvier dernier au bureau du centre Mairie, et une visioconférence sur zoom le 5 janvier.

En effet, depuis plusieurs années, les Genevillois sont pénalisés par le dysfonctionnement de la Poste dans notre ville.

La distribution du courrier est fortement touchée, on ne donne pas les moyens à nos facteurs de travailler dans de bonnes conditions. Il n'y a aucune embauche en CDI, près d'un quart des facteurs sont des intérimaires qui enchaînent mission sur mission sans connaître parfois les particularités de nos quartiers.

Pendant les absences des facteurs (vacances ou autres), il arrive que pendant plusieurs jours les usagers n'aient pas de courrier. Il faut attendre que des remplaçants arrivent et quand les facteurs reviennent ils doivent récupérer plusieurs jours de retard de distribution. Est-ce normal ? Et nous usagers, nous attendons nos courriers parfois importants !

Le sous-effectif s'est renforcé comme partout avec le Covid et les arrêts de travail qu'il génère.

Le nombre de colis, de lettres recommandées (objets les plus chronophages à distribuer) augmente sans que la Direction de la Poste le reconnaisse. Elle ne met en avant que la baisse du nombre des lettres et cartes postales ! Cela fait que la charge de travail des facteurs a augmenté.

Pour septembre 2022, la Direction de la Poste a prévu de fermer le centre de distribution de Genevilliers. Les facteurs ne trieront plus leur tournée du matin dans leurs casiers, ils récupéreront une tournée de courrier le matin et une l'après-midi déjà triées mais par qui ?

Cette réorganisation prévoit des suppressions d'emplois et des tournées.

Soutenons nos facteurs !

Les trois bureaux de Poste, centre, Luth, Grésillons où se trouve un sous-effectif important, sont arrivés à saturation. Il y a des fermetures fréquentes sans que les usagers soient prévenus. D'ailleurs, la Ville est souvent intervenue à ce sujet mais cela continue. Le bureau du centre Mairie se retrouve avec un grand nombre d'usagers avec de longues files d'attente surtout en début de mois avec les prestations sociales et les guichetiers craquent souvent. Beaucoup d'incivilités.

La Poste prévoit la fermeture du bureau du Luth et demande aux usagers d'aller au bureau de poste du centre Mairie, ce n'est pas normal !

Pour la distribution des colis ce sont des sous-traitants des filiales de la Poste (Colipost, Chronopost) qui les traitent et non plus les facteurs.

On ne peut pas laisser faire cela. Venez rejoindre le comité d'usagers de la Poste. Vous pouvez envoyer votre adresse mail ou votre numéro de téléphone à veronique.desmettre@ville-genevilliers.fr

Une pensée pour notre facteur, Sabin Gamiette, qui nous a quittés le 13 janvier dernier. Facteur des Grésillons très apprécié de tous, il s'est beaucoup battu pour son métier.

UNE VOIX, UN VOTE !



Christelle Nedelec

Lors des dernières élections municipales, nous avons constaté un taux record d'abstention dans les quartiers populaires avoisinant parfois plus de 60% d'abstention dans les quartiers de Genevilliers : ce niveau d'abstention que l'on a retrouvé dans les dernières élections départementales n'a suscité pourtant aucune réelle analyse sur les raisons et les causes de cette situation. Certains beaux esprits ont argué que cela avait exclusivement à voir avec le contexte pandémique ; oubliant que si la situation pandémique avait joué un rôle elle n'était pas la seule raison, loin s'en faut de cette désaffection. La bonne bourgeoisie semble satisfaite que les classes populaires se soient retirées du jeu politique. Il suffit que le résultat soit favorable aux mandants pour que les mandés des quartiers populaires disparaissent de la politique municipale. Il me semble que majorité comme opposition municipale doivent prendre leur part dans l'analyse de cette situation qui marque ce qu'un historien à Genevilliers qualifie de « suffrage censitaire de fait » : renvoyant à l'époque de la Seconde République ou les catégories populaires, les femmes, les jeunes étaient de fait exclus du suffrage universel faute d'être imposables. Aujourd'hui nous sommes dans une situation similaire mais sinon de droit du moins de fait. Lors de la dernière élection la liste Ensemble pour Genevilliers avait fait le double pari d'un discours de Gauche enracinée dans la réalité du quotidien de la jeunesse et des classes populaires et d'un engagement à repolitiser des questions démocratiques confisquées par ce que la politologue Julia Cagé décrit en ces termes : « la démocratie (...) vient se fracasser sur le mur de l'argent (...) le jeu démocratique est de plus en plus capturé par les intérêts privés. » La Gauche ne peut plus à elle seule revendiquer un lien avec les classes populaires, elle doit aujourd'hui être plus modeste, moins dogmatique, soucieuse de s'ouvrir aux autres forces démocratiques, à la société civile et ne pas répéter les mêmes discours de la Guerre Froide ou les camps, par principe, étaient opposés les uns aux autres. C'est ce diagnostic politique et social qui nous oblige et nous engage. Nous vous proposerons des actions concrètes prochainement.

ensemblepourgenevilliers92230@gmail.com

GENNEVILLIERS : LA DÉMOCRATIE DU QUOTIDIEN EN RÉEL DANGER !



Ahcen Meharga

Une fois n'est pas coutume, je vais m'adresser à vous, Genevilloises et Genevillois, à deux titres.

En ma qualité d'élu de l'opposition constructive et en tant que militant associatif, investi dans la défense des droits des locataires de Genevilliers Habitat.

En effet, si j'ai été réélu pour mon deuxième mandat de Conseiller municipal en mars 2020, je suis également Président de l'Union Nationale des Locataires Indépendants (UNLI) de Genevilliers.

Ainsi en 2018, dans le cadre de ce second engagement, j'ai été élu Représentant des Locataires par les locataires de Genevilliers Habitat. Ce mandat me permet de siéger en tant qu'administrateur au sein du Conseil d'Administration de Genevilliers Habitat, mais également à la Commission d'attribution des logements et au Conseil de concertation locative.

Dans le cadre du Plan de Concertation Locative réactualisé et signé le 10 décembre 2020, les associations de représentants des locataires ont des moyens mis à disposition pour accomplir bénévolement leur mission.

Ces moyens sont notamment l'accès à des locaux du patrimoine du bailleur (et ils sont très nombreux) afin d'organiser des permanences pour recevoir les locataires, mais aussi pour tenir des réunions et organiser notre activité.

Cela fait des mois que je réclame l'application des engagements pris par les élus de la majorité pour faire cesser l'entrave à nos droits.

En date du 9 décembre 2021 et pour la énième fois, lors d'un Conseil d'Administration, j'ai interpellé avec insistance les élus, dont le Maire présent, pour demander à ce que notre association soit considérée et traitée sur la base de l'égalité des droits qui sont les nôtres.

Alors qu'une nouvelle fois, il y avait eu un engagement de la part de Madame Manseri, Présidente de Genevilliers Habitat et de son Directeur général, Monsieur Liévin : rien n'a changé.

J'en appelle donc publiquement à l'intervention de Monsieur Leclerc, Maire de Genevilliers et principal décideur de Genevilliers Habitat pour que la pluralité de l'expression démocratique puisse vivre dans notre ville.

ÉNERGIE : L'HEURE EST GRAVE



Philippe Hallais

Le ministère de la transition écologique annonce des temps difficiles en termes de production et de consommation de l'énergie électrique. Notamment, un décret stipule que les 2 dernières centrales au charbon fonctionneront plus longtemps que prévu. De même, il nous est annoncé que des délestages seront inévitables aussi bien pour les industriels que pour les particuliers pendant l'hiver. Toutes ces déclarations se font sans explications, sans retour sur les causes de cette situation, sans un projet de politique à long terme. Pourtant, il est nécessaire d'analyser les causes et les conséquences de cet état de fait.

Les conséquences sont lourdes. Pour les particuliers : le risque de coupures (« Black-out », c'est-à-dire par exemple sans électricité pendant 2 à 3 heures) est angoissant : activités, soin des enfants, chauffage.

Pour les industriels : une baisse de l'activité sera notable avec pour corollaire pertes de marge, chômage partiel.

Pour les questions d'émission de CO₂ : le fait de relancer des centrales charbon entraînera une augmentation de la pollution en plus d'une augmentation des rejets de gaz carbonique (une centrale charbon émet 200 fois plus de gaz carbonique par kilowatt-heure qu'une centrale nucléaire : quid des engagements internationaux de réduction de ces rejets ?).

Pour les finances françaises : nous serons dans l'obligation d'acheter une part importante de notre consommation électrique à l'étranger à un prix plus élevé que celui en France. De plus, si nous achetons à l'Allemagne, cette électricité sera produite par des centrales au charbon lignite extrêmement polluantes.

Les causes sont connues. En 2012, il a été décidé une politique avec pour résultat la réduction du nucléaire.

Les pouvoirs publics ont persévéré dans cette voie. En effet, l'arrêt absurde des 2 réacteurs de Fessenheim, qui étaient en parfait état de marche (400 millions d'euros ont été investis pour la sécurité peu de temps avant la fermeture). La perte de production électrique due à ce choix stratégique ainsi que le chômage du personnel d'exploitation n'ont pas été pris en compte.

Le programme consistant à couvrir notre pays d'éoliennes est un fiasco absolu. Quand un anticyclone s'installe en hiver, il n'y a pas ou peu de vent ; en conséquence il est nécessaire de redémarrer des centrales au gaz.

Que devons-nous faire ? Arrêter le programme d'installation d'éoliennes qui sont inutiles. Reprendre la main avec le nucléaire avec un programme long terme.

Développer la recherche avec les RnR (Réacteurs à neutrons rapides) qui permettront d'utiliser les déchets des précédents réacteurs et l'uranium 238 dont les réserves sont 100 fois plus nombreuses que l'actuel uranium 235.

Sans énergie, pas de pays indépendant.

LES GROUPES DU CONSEIL MUNICIPAL S'EXPRIMENT...

FÉVRIER 2022

LES CONTRIBUTIONS PUBLIÉES DANS CES PAGES N'ENGAGENT PAS LA RÉDACTION DU SITE DE LA VILLE